

Aux lecteurs d'Informations Ouvrières, aux sympathisants, aux adhérents,

« Nous ne lâcherons rien »

Pendant qu'Emmanuel Macron, Monsieur 15 %, prête allégeance dans son discours du 14 juillet à Donald Trump, c'est-à-dire à l'impérialisme américain (*"Nous avons trouvé des alliés sûrs, (...) Rien ne nous séparera jamais"*), des dizaines de milliers de bacheliers ne peuvent accéder à l'université à la rentrée prochaine, faute de places. Une remise en cause éclairante du droit à poursuivre des études supérieures dans la formation de leur choix.

Dans l'enseignement secondaire ce sont des centaines de collégiens qui n'ont pas d'affectation au lycée. De nombreux collèges de Strasbourg et Mulhouse sont touchés (jusqu'à 25 % dans certains établissements).

Alors que « les affaires » se poursuivent, le gouvernement Macron-Philippe annonce des mesures d'une brutalité jamais égalée contre les garanties collectives des travailleurs du public et du privé, répondant ainsi aux injonctions du MEDEF (Pierre Gattaz) et de Bruxelles.

Il poursuit le dispositif de destruction du Code du Travail, de la Sécurité Sociale, des retraites, des services publics, de l'enseignement à tous les niveaux, avec l'assentiment de la majorité des députés de l'Assemblée Nationale par le vote de confiance au gouvernement.

La prorogation de l'état d'urgence jusqu'au 1^{er} novembre est adoptée pour la sixième fois par le Parlement (Assemblée Nationale et Sénat). Le syndicat de la magistrature dénonce le tour de passe-passe du projet de loi *"renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme"* qui ferait entrer dans le droit commun des dispositions visant *"à normaliser la logique du soupçon"* et *"qui pourra être utilisé contre des manifestants ou militants, sans lien avec le terrorisme."*

Toutes ces mesures ont été engagées par ses prédécesseurs.

Pourtant, comme l'écrit l'éditorialiste d'*Informations Ouvrières*, *"rien n'est joué d'avance"*. La résistance s'organise, face à celui qui parle de *"ceux qui ne sont rien"*. La lutte de classe pour faire reculer et battre en brèche la politique de Macron-Philippe est toujours à l'ordre du jour.

La discussion est ouverte et c'est dans cette situation que le POI 67 t'invite à participer à la réunion qu'il organise :

Jeudi 20 juillet à 19 h

Brasserie du Tribunal, 6 quai Finkmatt à Strasbourg

Cet été, restez informés des développements de la situation, abonnez-vous à *Informations Ouvrières*.